

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

Les forêts en France

Journal de la société statistique de Paris, tome 11 (1870), p. 221-229

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1870__11__221_0

© Société de statistique de Paris, 1870, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL.

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.



I.

Les Forêts en France.

Il est dans la nature des choses que les forêts diminuent avec les progrès de la population, ou, en d'autres termes, avec les besoins de l'alimentation. Mais ne vient-il pas, en tout pays, un moment où les défrichements ne sont plus déterminés par ces besoins, et où il pourrait y être satisfait, non plus par l'accroissement des superficies arables, mais par de meilleurs procédés de culture, c'est-à-dire par le développement des facultés productives de ces superficies? Ne sait-on pas que la même terre qui, à fécondité naturelle au moins égale, ne produit que 14 hectol. en France, en donne de 18 à 20 en Belgique et dans une partie de l'Allemagne, de 25 à 30 en Angleterre? S'il en est ainsi, toute diminution du sol forestier, quand l'étendue du domaine agricole est suffisante pour nourrir, sous la condition d'une culture progressive, même une population croissante, ne peut avoir que le double résultat suivant : maintenir une culture routinière ; amener l'avilissement des prix par suite d'un excès de production.

La conservation des forêts répond, en outre, à des intérêts généraux tellement évidents et tellement supérieurs, que tous les gouvernements, anciens et modernes, ont senti la nécessité, pour l'assurer, de recourir à une restriction du droit de propriété. Quelques mots sur ces intérêts, que l'on perd trop souvent de vue.

1° Les forêts fournissent un combustible que ne peuvent remplacer complètement ni la houille, ni les autres charbons fossiles. Il importe, d'ailleurs, de remarquer que le combustible végétal se renouvelle incessamment par un sage aménagement des coupes, tandis que le combustible minéral doit s'épuiser un jour. Rappelons, à ce sujet, que des calculs dignes de foi ne permettent pas d'évaluer à plus de cinq à six siècles, au taux toujours croissant de la consommation, l'exploitation des gîtes si puissants de l'Angleterre.

2° Les forêts fournissent à l'industrie la matière première d'une partie de son outillage et d'un grand nombre de ses produits. — Soit seul, soit combiné avec d'autres matériaux, le bois est l'élément indispensable des constructions civiles et maritimes. — Pour quelques branches d'industrie, et notamment pour la métallurgie, la houille ne peut suppléer le bois, qui donne au fer des qualités supérieures. — Ce sont encore les forêts qui fournissent à l'industrie peaussière cette précieuse écorce de chêne sans laquelle elle ne pourrait exister.

3° Les forêts rendent à l'agriculture les services les plus signalés. Ainsi, elles entretiennent les sources; — elles préviennent les inondations, en régularisant l'action des cours d'eau; — elles conservent à la culture les terrains en pente et protègent les fonds inférieurs contre les éboulements. D'après les recherches récentes de MM. Becquerel père et fils, elles détourneraient les orages et préviendraient, au moins dans un certain rayon, la formation de la grêle; — elles offrent des ressources considérables à la dépaissance (glandée comprise), et favorisent ainsi l'élevage du bétail; — la viticulture et le commerce des vins trouvent dans leurs produits un auxiliaire indispensable.

4° Leur influence sur la santé publique est considérable, puisqu'elles adoucissent les températures extrêmes, soit en entretenant une certaine humidité en été, soit en brisant l'effort des grands vents en hiver, soit enfin en épurant constamment l'atmosphère.

5° Elles facilitent la défense du pays, en offrant aux armées nationales l'appui d'une sorte de fortification naturelle. C'est ainsi que la forêt des Ardennes a plus d'une fois retardé la marche des envahisseurs de notre pays. N'oublions pas, en outre, qu'en mettant à la disposition de l'État les bois nécessaires aux constructions de la marine militaire, elles permettent d'entretenir et de renouveler le matériel de la flotte, sans être obligé de recourir à l'étranger.

6° Enfin, elles sont le théâtre d'un de nos plaisirs les plus vifs, car c'est dans leur profondeur que s'abritent et se reproduisent les animaux qui alimentent nos grandes chasses. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler, à ce sujet, que la location du droit de chasse rapporte à leurs propriétaires des sommes importantes. C'est ainsi que le nouveau bail consenti, en 1865, par l'administration financière, procure à l'État une recette nette de 850,000 fr.

Frapés de l'importance de ces divers avantages, les gouvernements, avons-nous dit, ont, dès la plus haute antiquité, pris des mesures pour en assurer le bénéfice aux populations. Chez les Grecs et les Romains, le sentiment religieux protégeait les bois dont la conservation avait été jugée nécessaire. En France, on trouve, dès le treizième siècle, dans les ordonnances sur les eaux et forêts, des dispositions préventives du déboisement fréquemment renouvelées, mais très-probablement sans succès; ces ordonnances furent remplacées par celle de Colbert, œuvre législative considérable qui atteste tout le prix que cet homme d'État attachait au maintien de nos richesses forestières. On sait qu'elle a été reproduite en substance, avec les modifications suggérées par l'expérience et par un plus juste respect pour le droit de propriété, dans le Code forestier de 1827.

Mais, déjà à cette époque, le défrichement avait fait des progrès trop sensibles pour que le mal pût être conjuré par de simples palliatifs. Le seul remède paraissait être dans le reboisement, vivement conseillé par les agronomes du dix-huitième siècle, et dont, à partir de 1786, on avait fait la première application sur les dunes de la Gascogne.

En 1843, le Gouvernement fit étudier les moyens de réparer l'œuvre de destruction dont les bois de nos principales montagnes avaient été l'objet, destruction qui avait entraîné la ruine et, par suite, l'émigration d'un grand nombre d'habitants des départements intéressés. Un projet de loi sortit de cette étude, qui fut présenté aux chambres dans la session de 1847, mais ne put être discuté.

Dans sa lettre du 5 janvier 1860 sur les réformes économiques, le chef de l'État

avait indiqué le reboisement de nos montagnes comme un des travaux d'utilité publique les plus importants et en même temps les plus urgents. Quelques jours après, le ministre des finances, dans un rapport à l'empereur, indiquait les principaux éléments de solution du difficile problème. Il signalait 26 départements comme particulièrement menacés, et évaluait à 1,133,000 hect. les superficies à reboiser, superficies occupées par des torrents dévastateurs qui dégradent et ravinent profondément les terrains en pente et provoquent des débordements, de plus en plus redoutables, de nos principaux cours d'eau. Ce rapport fut bientôt suivi de la loi du 28 juillet 1860, dont voici les dispositions principales. Elle consacre deux natures de reboisement : l'un *facultatif*, l'autre *obligatoire*. Le premier peut être exécuté par l'État sur les biens domaniaux; par les communes et les particuliers, sur des terrains dénudés, mais dont la plantation ne se rattache pas immédiatement à l'ensemble des mesures à prendre pour prévenir le retour des inondations. Le second, au contraire, s'applique aux terrains dont la dégradation est une cause incessante de menaces pour les vallées inférieures. Le reboisement facultatif, n'ayant pas un intérêt général bien caractérisé, est laissé à l'initiative des propriétaires, la loi se bornant à donner des encouragements à ceux qui l'entreprennent, sous forme de dons de graines, de plants d'essences forestières, et quelquefois de primes en argent. Quant au reboisement destiné à remédier au fléau des inondations, comme il intéresse directement la société, l'État seul pouvait s'en charger. Trois moyens lui sont donnés par la loi de se couvrir de ses dépenses : 1^o Il peut en recevoir, des propriétaires, le remboursement intégral; 2^o si ceux-ci ne peuvent se libérer, l'État garde les plantations jusqu'à ce qu'il soit indemnisé par les produits; 3^o le propriétaire peut abandonner à l'État la moitié des produits et conserver le reste. — Pour faire face à la dépense, le Gouvernement est autorisé à vendre pour 5 millions de forêts en plaine, avec faculté de défrichement pour les acquéreurs. Un autre crédit de 5 millions est ouvert à l'administration forestière pour l'achèvement des travaux, que l'on suppose devoir durer dix ans.

Telle est l'économie de la loi du 28 juillet 1860. D'après les publications officielles, son application a déjà produit des résultats importants. D'abord des études considérables ont eu lieu, qui embrassent 250 projets de reboisements obligatoires comprenant une superficie de 220,000 hect. répartis entre 21 départements. Quant aux surfaces reboisées à titre facultatif ou obligatoire, elles s'élevaient, au 31 décembre 1865, à près de 50,000 hect.

Voici, en ce qui concerne les quatre dernières années pour lesquelles il existe des documents officiels, le mouvement du reboisement :

Années.	Nombre des communes subventionnées.	Reboisements facultatifs.				Contenance totale reboisée facultativement.	Reboisements obligatoires.	Contenance totale reboisée facultativement ou obligatoirement.
		Contenance reboisée.	Particuliers subventionnés.	Contenance reboisée.	Terrains domaniaux reboisés.			
		Hect.		Hect.	Hect.	Hect.	Hect.	
1861	333	2,653.70	385	583.92	1,401.95	4,639.57		
1862	742	5,774.58	394	1,714.15	1,866.08	9,354.76	2,061.87	
1863	450	7,073.24	983	2,157.05	1,750.88	10,981.17	1,853.57	
1864	458	6,164.32	730	1,601.01	1,894.70	9,600.03	2,592.29	
Totaux	1,983	21,665.84	2,501	6,056.13	6,853.56	34,575.53	6,507.73	41,083.26

Mais, à côté du reboisement facultatif ou obligatoire, se reproduit sa regrettable contre-partie : le progrès incessant des superficies dont le défrichement a été autorisé. Les chiffres ci-après en indiquent le mouvement accéléré :

Années.	Superficie défrichée.	Années.	Superficie défrichée.	Années.	Superficie défrichée.	Superficies.		
						Bois des particuliers.	Bois des communes.	
—	Hect.	—	Hect.	—	Hect.	Hect.	Hect.	
1828 . .	1,362	1837 . .	11,235	1846 . .	7,431	1855 . .	22,740	1,140
1829 . .	1,703	1838 . .	8,312	1847 . .	7,998	1856 . .	20,740	305
1830 . .	2,687	1839 . .	9,848	1848 . .	9,564	1857 . .	17,798	843
1831 . .	5,711	1840 . .	15,925	1849 . .	7,482	1858 . .	13,387	516
1832 . .	7,173	1841 . .	11,971	1850 . .	11,054	1859 . .	13,755	599
1833 . .	4,459	1842 . .	4,818	1851 . .	11,142	1860 . .	21,798	427
1834 . .	8,571	1843 . .	6,962	1852 . .	12,194	1861 . .	13,277	482
1835 . .	6,957	1844 . .	7,553	1853 . .	13,099	1862 . .	11,599	339
1836 . .	8,427	1845 . .	9,062	1854 . .	18,203	1863 . .	14,376	501
						1864 . .	16,624	481

D'après ce tableau, la moyenne annuelle, déduite de la première période décennale, est de 5,828 hect.; — pour la seconde, elle s'élève à 8,991; — pour la troisième, elle est de 14,730; — pour les sept années 1858-1864, de 15,451. — Hâtons-nous de dire que ces nombres se rapportent aux défrichements *autorisés*, et non à ceux qui ont été effectués, l'administration n'en connaissant pas (on ne sait trop pourquoi) l'étendue.

Après la révolution de 1848, et un peu sous l'influence des dévastations dont les forêts avaient été le théâtre dans les premiers mois qui la suivirent, les propriétaires de bois adressèrent au Gouvernement des plaintes très-vives sur la situation exceptionnellement fâcheuse que faisaient à la propriété forestière, en France, et la législation restrictive du droit de défrichement, et la concurrence croissante du fer et de la houille substitués au bois pour les constructions, le chauffage et l'industrie. A ces deux griefs ils ajoutaient les suivants : 1^o la propriété forestière ne reçoit pas de la loi la même protection que les autres propriétés, en ce sens que le ministère public ne poursuit pas d'office les délits dont elle est l'objet; 2^o elle exige des frais de garde spéciaux; 3^o par suite de l'impunité presque inévitable dont jouissent les auteurs des délits forestiers, indigents pour la plupart et contre lesquels les condamnations restent sans résultat, ces délits s'accroissent sans relâche et déterminent, pour les propriétaires, des pertes considérables; 4^o les populations rurales n'attachant la qualité de propriété qu'aux superficies en culture, c'est-à-dire qui exigent un travail continu, et ne respectant guère que cette nature de propriété, les bois sont presque toujours, aux époques de troubles politiques, l'objet d'attaques collectives et souvent à main armée; 5^o les bois sont généralement taxés comme terres de 1^{re} classe, malgré leur faible revenu; 6^o enfin, ce revenu n'est que très-difficilement réalisable, des facilités de paiement considérables devant être accordées aux adjudicataires des coupes, assez souvent insolubles d'ailleurs.

Les propriétaires forestiers concluaient en demandant tout d'abord la liberté du défrichement, puis l'assimilation complète, au point de vue de la protection légale et de l'impôt, des bois aux autres possessions territoriales.

Ces plaintes ayant été reconnues fondées, au moins en partie, il y a été fait droit, dans une certaine mesure, par la loi du 18 juin 1859. Aux termes de cette loi : 1^o les délits commis dans les bois des particuliers doivent être recherchés, constatés et poursuivis dans les mêmes conditions que les autres délits ruraux; 2^o les bois de moins de 10 hect. peuvent être défrichés sans autorisation, s'ils ne sont pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne (le Code forestier de 1827 ne dispensait de l'autorisation que les bois de moins de 4 hect.); 3^o est réduit de

6 à 4 mois le délai dans lequel l'administration, lorsque le propriétaire d'un bois lui a signifié son intention de défricher, peut y former opposition; 4° l'opposition au défrichement ne peut être faite que pour les bois dont la conservation est reconnue nécessaire : a) au maintien des terres sur les montagnes et pentes; b) à la défense du sol contre les érosions et les envahissements des cours d'eau et torrents; c) à l'existence des sources et cours d'eau; d) à la protection des dunes contre la mer et les sables; e) à la défense du territoire; f) à la salubrité publique (cette limitation du droit d'opposition n'existait pas dans le Code de 1827); 5° les semis et plantations sur le sommet et penchant des montagnes et sur les dunes sont exempts de tout impôt pendant 30 ans (au lieu de 20 seulement sous le régime antérieur).

Le premier effet de cette législation (et il y avait lieu de s'y attendre) a été un accroissement rapide, d'une part, des défrichements qu'elle permet; de l'autre, des demandes relatives aux défrichements qu'elle subordonne à l'autorisation administrative. Maintenant ce mouvement s'arrêtera-t-il? La réponse n'est pas facile. Il est certain qu'aussi longtemps qu'un écart de quelque importance existera, au préjudice de la propriété forestière, entre son produit net et celui des autres cultures, la tendance au défrichement persistera, mais seulement pour ceux de ces terrains qui, n'étant pas essentiellement forestiers par leur nature, se prêteront à un autre mode d'exploitation. Le jour où cet écart s'arrêtera, le défrichement sera enrayé. Il y aurait donc lieu de rechercher les causes qui pourraient le faire disparaître dans un temps plus ou moins prochain.

Depuis la réforme douanière de 1860, par suite de laquelle les fers ont été dégrevés, deux faits se sont produits : 1° l'accroissement de leur emploi dans les constructions et pour tous les usages où ils peuvent être substitués au bois; 2° une diminution de la fabrication du fer au bois, la plus coûteuse comme on sait. D'un autre côté, l'entrée, sous un tarif douanier réduit, des houilles étrangères, jointe à une production plus considérable à l'intérieur et à un abaissement des frais de transport sur les voies d'eau et de fer, a considérablement accru l'usage du combustible minéral au préjudice du combustible végétal. De là, une moins-value probable de ce dernier et un nouveau stimulant au défrichement. Cette moins-value doit s'accroître avec le développement de notre réseau ferré qui élargira nécessairement le rayon de consommation de la houille. Mais d'un autre côté, il ne faut pas se dissimuler que la suppression de l'échelle mobile, en 1861, en appelant sur nos marchés la concurrence étrangère, a déjà eu et aura probablement pour effet de plus en plus caractérisé, d'arrêter, de comprimer l'essor des prix et, par conséquent, de réduire le produit net des cultures céréales. La transformation des bois en superficies arables rencontrera donc, dans ce fait, un obstacle d'une certaine importance. Toutefois, elle pourrait être encouragée par le développement des cultures fourragères que le haut prix de la viande rend si fructueuses aujourd'hui, par l'extension des cultures industrielles et surtout de la viticulture, ces trois grands éléments d'une prochaine et inévitable évolution de notre agriculture. Mais l'encouragement le plus direct au défrichement est dans la valeur exagérée que les petits possesseurs du sol continuent à attribuer à la terre et dans les grosses enchères dont elle est encore l'objet de leur part. Tant que cette compétition ardente pour la moindre parcelle ne se modérera pas, le propriétaire de bois, alléché, surtout comme il l'est aujourd'hui, par les avantages des placements mobiliers, ne résistera pas à la tentation de défricher pour vendre en détail.

L'aliénation des superficies forestières est encore une des conséquences du morcellement que détermine l'égalité successorale; l'héritier dont le lot se compose exclusivement d'une parcelle boisée n'ayant aucun intérêt à la conserver, s'il n'a pas d'autre propriété dans le voisinage. On peut donc s'attendre à un mouvement progressif très-marqué des défrichements; mais ils trouveront une certaine compensation, au moins aux principaux points de vue qui font désirer la conservation du sol forestier, dans le reboisement et le regazonnement de nos montagnes. Il est à peine nécessaire de faire remarquer que le mouvement sera plus ou moins rapide, selon que l'administration accordera plus ou moins facilement les autorisations qui lui sont demandées, la loi, comme on l'a vu, l'ayant investie des pouvoirs les plus étendus dans ce sens. Il serait, d'ailleurs, vivement à désirer que l'État et les autres propriétaires de bois soumis au régime forestier se fissent une règle de conduite de conserver intégralement cette partie de leur fortune immobilière, et malheureusement il n'en est point ainsi, au moins en ce qui concerne l'État. Nous allons voir, en effet, qu'il a fréquemment cherché, dans l'aliénation de ses forêts, et avec une rare imprévoyance, des ressources qu'il aurait pu trouver ailleurs ou dont il n'aurait pas eu besoin s'il avait su modérer ses dépenses.

Dans un rapport adressé, en 1816, au roi Louis XVIII, le ministre Corvetto affirmait qu'en avril 1814 la superficie des bois domaniaux était de 1,717,525 hect. A cette date, une loi du 23 septembre 1814, postérieure à la rentrée des Bourbons, avait autorisé l'aliénation de 300,000 hect. La loi de finances de 1814 arrêta les ventes qui avaient déjà porté sur 42,799 hect. En vertu de celle du 5 décembre 1814, il fut restitué 403,488 hect. aux anciens propriétaires dépouillés par la Révolution; c'était justice; mais il en résultait une brèche énorme dans la propriété forestière de l'État. En fait, cette restitution et les ventes précédentes l'avaient réduite de 446,287 hect. — Il ne devait donc rester, en 1817, que 1,271,238 hect. de forêts domaniales.

La loi du 25 mars 1817, en constituant la caisse d'amortissement, qu'elle dotait de 40 millions, mit à sa disposition 150,000 hect. avec faculté d'aliénation.

En 1819, le ministre des finances fut autorisé à vendre des terrains en broussailles d'une contenance de 129,474 hect. Si ces broussailles eussent été conservées et entretenues, elles auraient, plus tard, passé à l'état de beaux et bons bois.

Deux fortes aliénations ont suivi les révolutions de 1830 et 1848. La première a eu lieu en vertu de la loi du 25 mars 1831 qui a autorisé la vente de forêts jusqu'à concurrence de 4 millions de revenu, ce qui supposait une valeur-capital de 200 millions environ; mais il n'en a été vendu que 125,000 hect., pour une somme de 110 millions. Par la loi du 7 août 1850, l'Assemblée législative autorisa une nouvelle aliénation jusqu'à concurrence de 50 millions, pour équilibrer le budget de 1851; 63,000 hect. seulement ont été vendus, qui ont produit 35 millions; c'est donc 188,000 hect. aliénés en 1831 et 1850.

Sous le second empire, une loi du 5 mai 1855 a autorisé une nouvelle aliénation pour 15 millions; enfin, la loi de finances de 1866 a mis 100 millions de forêts à la disposition du Gouvernement, en supplément aux ressources du budget des travaux extraordinaires de cet exercice. Les bois à aliéner seront choisis, il est vrai, parmi ceux que l'État a le moins d'intérêt à conserver; ils n'en forment pas moins du douzième au quatorzième de notre sol forestier, et, le sacrifice consommé, il ne restera plus à l'État que 1 million d'hectares environ.

L'administration évalue à 2 millions d'hectares, en nombre rond, les superficies boisées appartenant aux communes et aux établissements publics. Ce serait donc 3 millions d'hectares dans lesquels l'État pourrait prendre (en les payant à leur valeur) les bois nécessaires à sa marine et à ses autres constructions. — Quant aux bois des particuliers, leur superficie est estimée à un peu plus de 5 millions d'hectares; mais elle diminue sans relâche par suite des défrichements. On sait que ces bois sont administrés de manière à donner le plus fort revenu annuel possible, et qu'ils n'offrent ainsi que de très-faibles ressources pour la marine et les grandes constructions.

En 1865, la propriété forestière en France se répartissait ainsi qu'il suit, d'après une communication de l'administration :

Bois des particuliers.	Bois des communes et établissements publics.	Bois domaniaux.	Bois de la Couronne.	Total.
Hect.	Hect.	Hect.	Hect.	Hect.
6,126,849	2,054,528	1,094,283	67,202	9,342,862

Le document auquel nous empruntons les chiffres qui précèdent fait remarquer que, si du total ci-dessus il faut déduire 250,000 hect. pour défrichements autorisés ou effectués jusqu'au 31 décembre 1865, il importe d'y ajouter 200,000 hect. pour terrains reboisés, dont 50,000 dans les conditions de la loi de 1860, et 150,000 par suite de la mise en valeur des terrains communaux dans la Gironde et les Landes (loi de 1857). La superficie forestière serait donc actuellement en France de 9,292,862 hect. Ce chiffre s'applique aux anciens 86 départements.

D'après des recherches qui nous sont personnelles, voici, comme termes de comparaison, quelques renseignements, pour l'année 1860, sur les superficies forestières des pays qui ont publié des documents sur la matière :

PAYS.	Superficie totale.	Superficie forestière.	Rapport en millièmes à la superficie totale.	Revenu brut moyen annuel (en millions).	Dépenses moyennes (en millions).
	Hect.	Hect.	—	—	—
France	53,027,891	9,200,000	169	36.8	10.3
Prusse	28,019,400	6,545,930	233	24.6	11.8
Bavière	7,617,400	2,475,715	325	15.9	3.8
Wurtemberg	1,915,000	593,502	310	5.9	3.1
Bade	1,528,400	509,710	333	3.8	1.5
Saxe	1,498,800	457,728	305	5.7	2.1
Autres États allemands	11,997,239	2,407,975	200	31.8	8.2
Belgique	2,943,593	485,666	164	1.2	?
Royaume d'Italie	25,932,031	4,220,773	166	?	?
Autriche ¹	66,723,009	17,666,259	264	2.0	?

On voit qu'après la Belgique et l'Italie, c'est la France qui a le moins de forêts par rapport à sa superficie totale.

Les mêmes documents évaluent ainsi qu'il suit la production moyenne d'un hectare en stères et fractions de stère dans les forêts domaniales : en France, 4,375; en Prusse, 4,937; en Bavière, 4,359; en Wurtemberg, 4,843; dans le grand-duché de Bade, 5,085; en Saxe, 8,112; dans les autres États allemands, 4,116; en Belgique, 4,190.

Nous importons en France des quantités considérables de bois commun (bois de

1. Avant 1859.

chauffage et de construction). En voici la valeur, en millions de francs, pour quinze années récentes (commerce spécial et valeurs actuelles) :

Années.	Valeurs.		Années.	Valeurs.		Années.	Valeurs.	
	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations.
1850. . . .	50.1	4.7	1855 . . .	69.7	11.1	1860 . . .	123.6	8.3
1851. . . .	51.3	5.2	1856 . . .	76.6	14.4	1861 . . .	139.3	13.0
1852. . . .	61.9	6.3	1857 . . .	85.0	13.6	1862 . . .	117.8	11.9
1853. . . .	69.1	7.2	1858 . . .	83.7	9.1	1863 . . .	133.2	16.1
1854. . . .	58.5	10.8	1859 . . .	106.2	11.5	1864 . . .	132.4	15.2

On voit : 1^o que nos importations et nos exportations se sont à peu près constamment accrues; 2^o que, dans ces dernières années, la valeur des entrées a été de près de 9 fois supérieure à celle des sorties; 3^o que le commerce des bois communs a pris un mouvement ascendant très-rapide à partir de l'année de la réforme financière (1860). C'est l'Allemagne qui nous envoie le plus.

Nous aurions voulu pouvoir indiquer, pour chacune de ces 15 années, la part des diverses natures de bois dans le mouvement des entrées et des sorties; mais le grand nombre des divisions et subdivisions adoptées par l'administration des douanes ne l'a pas permis. Voici quelques renseignements dans ce sens pour 1865.

Cette année, il est entré en France, pour la consommation intérieure : 74,747 stères de bois à brûler en bûches et en rondins, valant 541,916 fr.; — 737,186 fagots valant 213,784 fr.; — 143,686 mètres cubes de charbon de bois valant 2,730,034 fr.; — 36,776 stères de bois de chêne pour constructions, bruts ou équarris, et sciés de plus de 80 millimètres d'épaisseur, valant 3,824,020 fr.; — 752,827 mètres cubes du même bois, scié de 80 millim. et au-dessous, valant 941,034 fr.; — 585 stères de bois de noyer, bruts ou équarris, valant 33,025 fr.; — *id.* sciés de plus de 80 millim., 264 stères, valant 19,800 fr.; — *id.* de 80 millim. et au-dessous, 61,641 mètres, valant 77,051 fr.; — autres bois de construction bruts non équarris, 271,098 stères, valant 15,486,786 fr.; — autres sciés de plus de 80 millim., 244,406 stères, valant 13,442,330 fr.; — *id.* de 80 millim. et au-dessous, 64,779,050 mètres, valant 71,256,955 fr. — Mâts, 1,033 pièces et 309,900 fr.; mâtereaux, 2,000 *id.* et 240,000 fr.; espars, 24,287 *id.* et 971,480 fr.; pigouilles, 6,326 *id.* et 12,052 fr.; manches de gaffe, 14,381 et 14,381 fr.; bois en éclisse, 450,799 *id.* et 49,572 fr.; *id.* en feuillard, 23,882,636 *id.*, valant 2,149,437 fr.; perches, 1,788,703 *id.* et 894,351 fr.; échelas, 395,458 *id.* et 151,818 fr.; merrains de chêne, 21,841,776 *id.* et 15,289,243 fr.; *id.* non en chêne, 4,216,462 *id.* et 2,951,523 fr.; osier en bottes, 144,124 kilogr. et 17,295 fr.; racines à vergettes, 358,056 *id.* et 42,967 fr.; tiges de millet pour balais, 130,891 *id.* et 13,089 fr.; liège brut, râpé ou en planches, 1,683,743 *id.* et 841,972 fr.; autres (non dénommés), valant 940 fr.

On voit que les plus fortes importations portent sur les bois de construction bruts non équarris autres que le chêne et le noyer, sur les bois sciés de plus et de moins de 80 millim. d'épaisseur, puis sur les merrains. Le bois de chauffage n'entre qu'en quantités minimales, les frais de transport étant trop élevés par rapport à sa valeur.

Les combustibles et la plus grande partie des bois de construction entrent en franchise. Les droits sur les autres bois sont insignifiants.

Le produit des forêts domaniales varie avec l'importance des coupes et le prix du bois. Il a suivi la marche ci-après de 1831 à 1864 (valeurs en millions de francs) :

Années.	Produit.	Années.	Produit.	Années.	Produit.	Années.	Produit.
1831.	28	1839.	31	1847.	29	1855.	35
1832.	24	1840.	33	1848.	27	1856.	37
1833.	25	1841.	34	1849.	29	1857.	37
1834.	25	1842.	35	1850.	33	1858.	35
1835.	26	1843.	30	1851.	26	1859.	37
1836.	33	1844.	31	1852.	33	1860.	42
1837.	32	1845.	40	1853.	35	1861.	46
1838.	34	1846.	38	1854.	29	1862.	43

En 1863, le revenu est descendu à 42; en 1864, à 42.7. — Ce revenu comprend : a) le produit des coupes; b) les produits divers. Ces deux natures de produits ont contribué pour la part ci-après dans la recette totale en 1861-1864.

Années.	Coupes de bois.	Produits divers.	Total.
1861.	41.3	5.1	46.4
1862.	38.4	4.7	43.1
1863.	34.1	7.9	42.0
1864.	36.3	6.4	42.7

A. L.